

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 24

Déposée par : M. Louis **Michel**, M. Karel **de Gucht**, M. Elio **di Rupo**, Mme Anne **Van Lancker**, membres de la Convention et M. Pierre **Chevalier** et Mme Marie **Nagy**, membres suppléants de la Convention

1. Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées dans la Constitution, l'Union utilise comme instruments juridiques en conformité avec les dispositions de la Partie **III**¹, **les lois organiques européennes**, les lois européennes, les lois-cadres européennes, les règlements **délégés** européens, les décisions européennes, les recommandations et les avis.

La loi organique européenne régit l'organisation institutionnelle et le fonctionnement de l'Union dans les cas prévus par la Constitution

La loi européenne est un acte législatif de portée générale. Elle est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

La loi-cadre européenne est un acte législatif qui lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant au choix de la forme et des moyens.

Le règlement **délégué** européen est un acte non législatif de portée générale **qui complète ou qui modifie certains éléments non essentiels de la loi organique, de la loi ou de la loi-cadre européenne**. Il est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

La décision européenne est un acte non législatif qui met en œuvre des actes législatifs ou des règlements délégués européens et certaines dispositions spécifiques de la Constitution.

Elle est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Lorsqu'elle désigne des destinataires, elle n'est obligatoire que pour ceux-ci.

¹ Dès lors que la Charte doit être intégrée dans la partie II

Les recommandations et les avis adoptés par les institutions n'ont pas d'effet contraignant.

2. Pas d'amendement

Explication éventuelle :

Paragraphe 1^{er} :

- Il y a lieu de prévoir un instrument supplémentaire – la loi organique- pour l'adoption de certaines décisions spécifiques portant sur l'organisation institutionnelle et le fonctionnement de l'Union.
- Il faut se féliciter de la hiérarchie des normes établie par l'article 24. Le système n'est cependant pas parfaitement lisible dans la distinction qu'il établit entre les règlements européens délégués et les règlements européens d'exécution. Pour rendre le texte transparent – un des objectifs de la Constitution – l'on pourrait faire l'économie des règlements européens d'exécution et ne mentionner parmi les actes d'exécution que la décision d'exécution qui peut être de portée générale ou non. Il y aurait donc d'une part les règlements délégués européens et d'autres part les décisions européennes.

Les articles suivants du texte ont été modifiés en tenant compte de la simplification ainsi opérée.

Observation supplémentaire

La proposition du Praesidium ne couvre pas la « méthode de coordination ouverte ». Si cette omission peut éventuellement se justifier au motif que cette méthode de coordination apparaît davantage – ainsi que son nom l'indique – comme une méthode que comme un instrument, cette omission ne saurait être comprise comme une renonciation à inscrire cette méthode dans la Constitution. Il a à cet égard été pris note de ce que le Praesidium présentera un texte sur la méthode de coordination lors de la session plénière de la Convention des 3 et 4 avril. La question de la définition de cette méthode et celle de sa place dans la structure de la Constitution devront de toute évidence être examinées à cette occasion.